



RÈGLEMENT D'APPEL À CANDIDATURES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

**Marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'un
centre de Maintenance et d'Intervention (CMI) Cales
de Radoub**











**Opération à titre principal de réhabilitation et à titre
secondaire de construction neuve**

Date et heure limites de réception des candidatures :

Vendredi 17 avril 2026 à 16 :00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction territoriale Sud-Ouest
2 port Saint-Etienne
BP 7204
31073 Toulouse CEDEX 7
Tél : 05 61 36 24 51

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'un centre de Maintenance et d'Intervention (CMI) Cales de Radoub
	Mode de passation	Procédure avec négociation
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variante	Sans
	PSE	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite préconisée au stade de la candidature

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Déroulement de la consultation	6
2.3 - Forme juridique du groupement	6
2.4 - Variantes.....	7
2.5 Compétences obligatoires attendues	7
3 - Les intervenants.....	7
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
3.2 - Contrôle technique.....	8
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat	8
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement	8
4.2 – Confidentialité.....	8
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Visites sur site.....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
10 - Renseignements complémentaires.....	13
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
10.2 - Procédures de recours.....	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'un centre de Maintenance et d'Intervention (CMI) Cales de Radoub.

VNF, en partenariat avec Toulouse Métropole, a initié en 2021 une réflexion pour imaginer l'évolution du site des cales de Radoub, associé à 2 autres sites Toulousain (port Saint-Etienne et bassin des filtres).

Une étude urbaine et de programmation, coordonnée par l'atelier d'architecture Philippe PROST, Grand Prix de l'architecture 2022, a permis de proposer un préprogramme et un plan guide d'aménagement des 3 sites, avec comme objectifs communs :

- améliorer le cadre de travail et l'outil de travail des agents VNF,
- révéler la mémoire et l'identité patrimoniale de chaque site,
- ouvrir ces sites sur la ville et aux Toulousains.

La vocation guidant les futurs aménagements du site des cales de Radoub est « la fabrique au bord de l'eau » qui intensifie sa fonction technique liée à la réparation des bateaux et à la maintenance du canal tout en proposant d'ouvrir la pointe nord du site au public.

Le CMI sera donc situé sur un lieu emblématique à forte valeur patrimoniale et en cœur de ville. Il sera identifiable et devra s'intégrer dans le paysage urbain et architectural actuel et en particulier respecter les principes et les règlements relatifs aux monuments historiques inscrits et à l'inscription du site sur la liste du patrimoine Mondial de l'Humanité de l'UNESCO.

Il devra cependant s'affirmer comme une vitrine technologique du projet de modernisation de VNF.

L'estimation financière prévisionnelle du coût travaux et bâtiments provisoires est de 4 470 000 € HT et de 831 000 € HT pour les tranches optionnelles.

Par application de l'article 2421-4 - du Code de la Commande Publique, l'élaboration du programme et la détermination de l'enveloppe prévisionnelle peuvent se poursuivre pendant les études d'avant-projet. Les conséquences de l'évolution de programme et de l'enveloppe financière pourront être prises en compte par voie d'avenant.

Lieu(x) d'exécution :

65, Allées des demoiselles à Toulouse
31000 Toulouse

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches optionnelles sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lot

Les prestations sont divisées en 6 tranches :

Tranche(s)	Désignation	Éléments de mission
TF	Création d'un centre de Maintenance et d'Intervention (CMI) Cales de Radoub	Tous les éléments de mission.

TO001	Reprises et Aménagements du bassin des cales -La réalisation d'une rampe de mise à l'eau -La reprise des seuils des cales - L'aménagement du bord de bassin.	Tous les éléments de missions sauf SSI.
TO002	Stabilisation de la cale couverte N°1 – Monument Historique	Tous les éléments de missions sauf SSI.
TO003	La sécurisation des cales	Tous les éléments de missions sauf SSI.
TO004	Le traitement des eaux de lavage des cales	Tous les éléments de missions sauf SSI.
TO005	Reprise des bajoyers des cales	Tous les éléments de missions sauf SSI

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :

Conformément à l'article L.2431-1 du Code de la commande publique la mission de maîtrise d'œuvre est une mission globale qui doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'une opération.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71250000-5	Services d'architecture, d'ingénierie et de métrage
71200000-0	Services d'architecture
71300000-1	Services d'ingénierie

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
36.04.02	Prestation de maîtrise d'œuvre (MOE)

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 les missions de la maîtrise d'œuvre

La présente mission de Maîtrise d'Œuvre est constituée des éléments suivants :

Éléments de mission de base + 6 missions complémentaires :

ÉLÉMENTS DE MISSION	DÉSIGNATION
Missions de base	
ESQ / Reprise d'ESQ	Esquisse et reprise d'esquisse
AVP (APS et APD)	Études d'Avant-Projet, dont réalisation PC
PRO	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux

VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception (y compris GPA)
Missions complémentaires	
DIA	Diagnostics
EXE Partielle	EXE Partielle – Calcul des quantités - cadre de décomposition des quantités
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination - phases conception et travaux
CSSI	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie
SYN	Synthèse des études d'exécution produites par les entreprises de travaux

1.8 durée prévisionnelle du marché.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est de 66 mois (dont 12 mois de GPA).

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- **Une première phase** : l'appel public à la concurrence qui a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- **Une seconde phase** : la consultation des candidats retenus, qui a pour objet de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le présent appel à candidatures concerne uniquement la phase candidature. Les opérateurs économiques souhaitant répondre doivent transmettre uniquement un dossier de candidature. Aucune offre de ne devra être transmise.

Planning prévisionnel.

Étapes	Date / durée prévisionnelle
Lancement de la consultation phase offre	Mi-juin 2026
Date de la visite obligatoire	Fin juin début septembre
Date limite de la réception des offres	Début octobre 2026
Audition de négociation	Fin octobre début novembre 2026
Remise offre finale	Fin novembre 2026
Date de notification	Début février 2027
Durée prévisionnelle des études	24 mois
Durée prévisionnelle des travaux	30 mois
Durée prévisionnelle de la GPA	12 mois

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

Le candidat peut être un candidat seul ou un groupement. En cas de groupement d'opérateurs économiques,

la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est :

- Un groupement conjoint avec mandataire solidaire.
- Un groupement solidaire

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La forme en groupement conjoint se justifie par la diversité des compétences demandées et des missions exigées qui restent très spécialisées. Chacun des cotraitants ne doit se trouver ainsi engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. La responsabilité du mandataire permet de garantir la bonne exécution de la globalité de la mission et ainsi en cas de défaillance d'un cotraitant, proposer au maître d'ouvrage les solutions pour y remédier.

- **Il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de mandataire d'un ou plusieurs groupements.**
- **Il est interdit aux candidats de se présenter en qualité de mandataire de plusieurs groupements.**
- **Dans le cas d'un groupement, un architecte doit obligatoirement en assurer la fonction de mandataire.**

Ne peuvent être sous-traités les éléments de missions suivants à défaut la candidature sera déclarée irrégulière :

- Architecture
- OPC
- Économiste
- BET : structure, fluide, CVC, génie civil, VRD, électricité, thermique.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.5 Compétences obligatoires attendues

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra comprendre les compétences attendues suivantes :

- Un ou plusieurs Architectes, inscrits au tableau de l'Ordre des Architectes pour les architectes français ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85/384/CEE du 10 juin 1985;
- Un ou plusieurs Architectes, ayant un diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture, mention « architecture et patrimoine »
- Un ou plusieurs Bureaux d'Études réunissant les compétences : structure dont charpente bois, Fluides CVC, Électricité, thermique et acoustique ;
- Un ou plusieurs Bureaux d'études réunissant la compétence hydraulique ;
- Un ou plusieurs Bureaux d'Études réunissant la compétence VRD & Génie Civil ;
- Un ou plusieurs Bureaux d'Études réunissant des compétences environnementale, écologie, naturaliste ;
- Un Économiste de la construction, clairement identifié dans l'équipe couvrant toutes les compétences.
- Une mission OPC, clairement identifié ;
- Une compétence SSI (coordination des systèmes de sécurité incendie) clairement identifiée ;

Les compétences ci-dessus sont obligatoires et seront clairement exprimées et justifiées dans la candidature, à défaut la candidature sera déclarée irrégulière.

Un même membre du groupement peut porter plusieurs compétences.

3 - Les intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement et assurera les missions suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
LE	Solidité des existants
LP	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements dissociables
F	Fonctionnement des installations
TH	Isolation thermique et économies d'énergie
GTB	Fonctionnement du système de gestion technique des bâtiments.
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
VAMST	Vérification de la conformité des installations électriques - Consuel

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé de niveau I pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4.2 – Confidentialité.

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) phase candidature contient les pièces suivantes :

- Le règlement d'appel à candidature (RAC)
- Le programme et ses annexes,
- Le cadre de réponse composé :
 - Du cadre de présentation des candidatures (premier onglet du fichier),
 - De cadres de références architecturales (onglets suivants du fichier).

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date

d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

A. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ou case cochée dans le cadre F1 du DC1	Non

B. Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Le cadre de présentation des candidatures complété par chaque candidat	Non
L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public concernant les missions : <ul style="list-style-type: none">• Le et les architectes ;• Les Bureaux d'Études réunissant les compétences : structure dont charpente bois, Fluides CVC, Électricité, thermique et acoustique ;• Les Bureaux d'étude réunissant la compétence hydraulique ;• Les Bureaux d'Étude réunissant la compétence VRD & Génie Civil ;• Les Bureaux d'Étude réunissant des compétences environnementale, écologie, naturaliste ;• L'économiste de la construction, clairement identifié dans l'équipe couvrant toutes les compétences ;• L'OPC ;• Le Coordinateur des systèmes de sécurité incendie.	
Le cadre de présentation des références architecturales complété (3 références par membre du groupement portant la compétence architecture. Les références sont à choisir parmi celles déjà indiquées dans le « cadre de candidature ».	Non

Déclaration relative au chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.	Non
--	-----

C. Certificats de qualifications exigés :

Libellés	Signature
Inscription à l'ordre des architectes ou équivalent	Non
Diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture et patrimoine ou équivalent	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

D. Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

E.

F. Les candidats peuvent également transmettre en complément un courrier d'accompagnement de leur candidature (2 pages max)

Dans le cas où le candidat est une société nouvellement créée, dans l'incapacité objective de produire les documents et renseignements exigés par le règlement de la consultation, il pourra justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, au-delà de son simple capital social, par tout autre moyen

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 - Visites sur site

Durant la première phase de la consultation (la candidature), une visite est préconisée mais **non obligatoire**.

Les candidats peuvent adresser une demande de visite via PLACE (marches-publics.gouv.fr)

Une visite du site et des bâtiments sera obligatoire lors de la phase offre. L'offre d'un candidat qui n'aura pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Pour chaque phase de la procédure, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
DTSO – Unité Commande Publique
2 ports Saint-Etienne
BP 7204 31073
Toulouse CEDEX 7

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Conformément aux articles R. 2146-6 et suivants du Code de la commande publique, les groupements ou candidats devront avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen sur les 3 derniers exercices au moins égal à 500 000 €/an.

Les candidatures qui ne satisferont pas à cette exigence minimale seront éliminées.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a prévu de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. Le nombre de candidats qu'il envisage d'inviter est de 5 maximum, les cinq premiers du classement à l'issue de la mise en œuvre des critères de sélection des candidatures.

Tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 50/100 à l'issue de l'évaluation des candidatures sera éliminé et ne pourra pas être invité à participer à la seconde phase.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à cinq, le pouvoir adjudicateur peut décider de poursuivre la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Qualité technique et professionnelle du candidat : Appréciée au regard des compétences, des qualifications, des références de typologie/contrainte similaires du présent projet et de la compétence de l'équipe. <ul style="list-style-type: none">• Ce critère sera analysé sur la base des informations inscrites dans le cadre de présentation des candidatures, les titres d'études, références, diplômes et attestations.	60.00 %
2- Pertinence et qualité des références illustrées du/des membre(s) du groupement qui porte(nt) la compétence architecture. 3 références par architecte (référence architecturale N°1, N°2 et N°3 – Dupliquer les onglets autant que nécessaire). Une attention particulière sera portée sur les références du mandataire. <ul style="list-style-type: none">• Ce critère sera analysé sur la base des informations inscrites dans le cadre de présentation des références architecturales. <i>Afin de faciliter le stockage et l'ouverture des fichiers, il est demandé aux candidats de tendre à réduire la taille (en octets) des illustrations.</i>	40.00 %

À l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

8.2 - Suite à donner à la consultation

À l'issue de l'analyse des candidatures, le pouvoir adjudicateur établira la liste des candidats admis à participer à la phase d'offre.

Les candidats sélectionnés à l'issue de l'analyse des candidatures ne seront invités à remettre une offre que s'ils produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

À ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail.
- Un extrait K, Kbis, D1, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



Si un des candidats dont la candidature a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature sera rejetée.

Après analyse des offres initiales, le pouvoir adjudicateur engagera une négociation avec l'ensemble des candidats retenus pour cette phase, dans les conditions prévues au présent règlement de consultation. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

À l'issue de la négociation, les candidats seront invités à remettre une offre finale. Le marché sera attribué au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres définis RC phase offre.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent
est : Tribunal Administratif de
Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE
Tél : +33 320631300

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site
www.telerecours.fr